

---

# FICHES THÉMATIQUES

---

Europe/Régions

## 4.1 Europe

Le redémarrage de la croissance dans l'Union européenne (UE) s'est accompagné d'une reprise de l'emploi à partir de 2004. Les créations nettes d'emplois, qui avaient fortement ralenti au début des années 2000, remontent ainsi de + 0,4 % en 2003 à + 1,5 % en 2006. L'Espagne et l'Irlande, et marginalement, Chypre et le Luxembourg ont le plus contribué à cette progression : en rythme moyen sur la période 2001-2006, ils ont créé de l'ordre de + 3 % d'emplois chaque année. À l'opposé, sur la même période, l'emploi a chuté en Roumanie, stagné en Allemagne, en Suède et au Portugal et il a peu augmenté en France.

En 2007, le nombre d'actifs dans l'Union européenne (Bulgarie et Roumanie incluses) s'élève à 235 millions. La féminisation de la population active se poursuit mais la part des femmes dans cette population varie encore de 33,2 % à Malte à 49,3 % en Lituanie où la parité est quasiment atteinte.

Les objectifs de la stratégie européenne pour l'emploi, fixés lors des Conseils européens de Lisbonne (2000) puis de Stockholm, prévoient d'atteindre en 2010 au niveau de l'ensemble des pays de l'Union un taux d'emploi global de 70 %, un taux d'emploi féminin de 60 % et un taux d'emploi des personnes âgées de 55 à 64 ans de 50 %. Même si le Danemark, le Royaume-Uni, la Suède, et tout récemment Chypre, la Finlande et les Pays-Bas, ont déjà dépassé ces trois objectifs, la plupart des autres en sont encore loin. Ainsi, en Pologne, à Malte, en Hongrie et au Luxembourg, moins d'une personne de 55 à 64 ans sur trois occupe un emploi. C'est dans ces mêmes pays, ainsi qu'en France, que l'on sort le plus précocement du marché du travail (avant 60 ans en moyenne). À l'inverse, l'âge moyen de sortie de l'activité dépasse 63 ans dans les nouveaux pays membres, Bulgarie et Roumanie, ainsi qu'en Irlande, en Suède et au Royaume-Uni où les taux d'emploi des « seniors » se situent largement au-dessus de la cible des 50 %.

Par contre, l'objectif relatif au taux d'emploi féminin devrait être plus facile à

atteindre à l'horizon 2010, puisque plus de la moitié des États membres, dont la France, ont déjà franchi le seuil des 60 %. Les pays en pointe sont le Danemark, la Suède, les Pays-Bas, du fait du remarquable développement du travail à temps partiel, ainsi que la Finlande. À l'opposé on retrouve les pays du Sud : Grèce, Italie et surtout Malte.

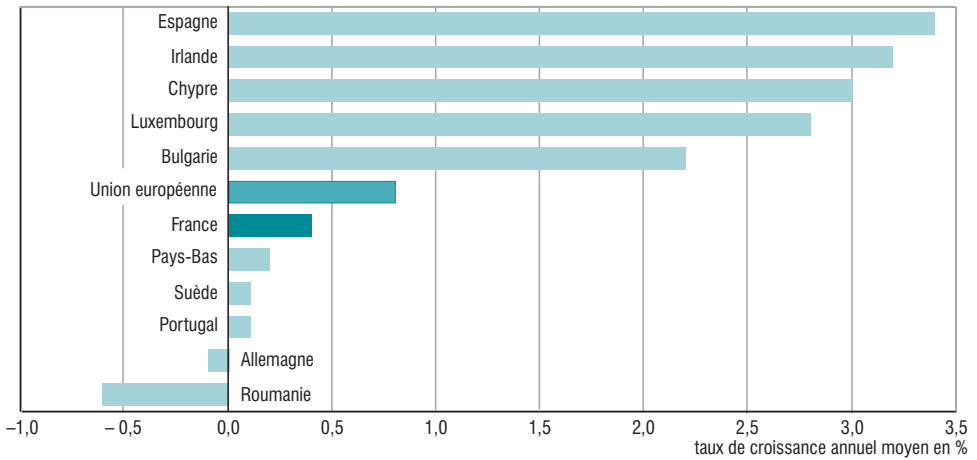
La performance globale de chaque pays, en termes de taux d'emploi des 15-64 ans, dépend de la participation à l'activité professionnelle des femmes et des personnes de 55-64 ans, mais aussi de celle des jeunes de 15 à 24 ans. À cet égard, la dispersion est très prononcée entre des pays nordiques tels que le Danemark (taux d'emploi juvénile de 65,3 % ; taux d'emploi global de 77,1 %) ou les Pays-Bas (resp. 68,4 % et 76,0 %), et des pays comme la Hongrie où les taux correspondants sont de 21,0 % et 57,3 %. Toutefois, la définition des taux d'emploi aux âges jeunes avantage les statistiques des pays où formation initiale et petits boulots se conjuguent fréquemment, à l'inverse de pays tels que la France où la faiblesse du taux d'emploi des 15-24 ans (31,5 %) renvoie à une coupure plus marquée entre études et premiers emplois.

En 2007, le taux de chômage moyen dans l'UE est redescendu à 7,1 % et seule la Slovaquie affiche encore un taux à deux chiffres (plus de 11 %). Les Pays-Bas et le Danemark, souvent présentés comme des références en matière de « flexisécurité », l'Irlande, Chypre, l'Autriche, le Luxembourg, l'Estonie, la Lituanie et la Slovénie se situent en dessous des 5 %. L'Allemagne, la France et l'Espagne connaissent toujours des taux supérieurs à la moyenne européenne. Les taux de chômage de longue durée sont évidemment très corrélés aux taux globaux. Toutefois cette forme de chômage est relativement moins répandue en Espagne, en Finlande et en Suède dont la position est donc nettement plus favorable selon cet indicateur que selon le taux de chômage habituel. C'est l'inverse en Bulgarie, Estonie et République tchèque. ■

### Pour en savoir plus

- Ces données régulièrement mises à jour sont disponibles sur le site <http://epp.eurostat.ec.europa.eu>.

1. Créations d'emplois sur la période 2001-2006



Note : on fait figurer ici les 5 pays qui ont créé le plus d'emplois et les 5 qui en ont créé le moins, ainsi que la France et la moyenne de l'Union européenne.

Source : Eurostat, Comptes nationaux.

2. Population active, taux d'emploi et taux de chômage dans l'Union européenne en 2007

	Population totale	Population active		Taux d'emploi			Taux de chômage	
	Effectifs en milliers	Effectifs en milliers	Part des femmes en %	Global 15-64 ans en %	Femmes 15-64 ans en %	Global 55-64 ans en %	Global en %	Longue durée en %
Allemagne	81 363	41 811	45,7	69,4	64,0	51,5	8,4	4,7
Autriche	8 190	4 213	45,5	71,4	64,4	38,6	4,4	1,2
Belgique	10 614	4 733	44,7	62,0	55,3	34,4	7,5	3,8
Bulgarie	7 673	3 493	47,0	61,7	57,6	42,6	6,9	4,0
Chypre	752	393	44,9	71,0	62,4	55,9	3,9	0,7
Danemark	5 430	2 914	46,9	77,1	73,2	58,6	3,8	0,6
Espagne	44 630	22 190	42,3	65,6	54,7	44,6	8,3	1,7
Estonie	1 337	687	49,2	69,4	65,9	60,0	4,7	2,3
Finlande	5 266	2 675	48,4	70,3	68,5	55,0	6,9	1,6
<b>France</b>	<b>60 283</b>	<b>28 016</b>	<b>47,2</b>	<b>64,6</b>	<b>60,0</b>	<b>38,3</b>	<b>8,3</b>	<b>3,3</b>
Grèce	10 754	4 917	40,8	61,4	47,9	42,4	8,3	4,1
Hongrie	9 907	4 238	45,6	57,3	50,9	33,1	7,4	3,4
Irlande	4 359	2 215	42,8	69,1	60,6	53,8	4,6	1,4
Italie	58 880	24 728	40,2	58,7	46,6	33,8	6,1	2,9
Lettonie	2 281	1 189	48,5	68,3	64,4	57,7	6,0	1,6
Lituanie	3 385	1 603	49,3	64,9	62,2	53,4	4,3	1,4
Luxembourg	454	203	43,4	63,6	55,0	32,9	4,7	1,3
Malte	407	166	33,2	55,7	36,9	28,3	6,4	2,6
Pays-Bas	16 180	8 741	45,5	76,0	69,6	50,9	3,2	1,3
Pologne	37 277	16 859	45,2	57,0	50,6	29,7	9,6	4,9
Portugal	10 604	5 618	46,9	67,8	61,9	50,9	8,0	3,8
République tchèque	10 320	5 199	43,6	66,1	57,3	46,0	5,3	2,8
Roumanie	21 551	9 994	44,8	58,8	52,8	41,4	6,4	3,2
Royaume-Uni	58 776	30 064	46,3	71,3	65,5	57,4	5,2	1,3
Slovaquie	5 391	2 653	44,7	60,7	53,0	35,6	11,1	8,3
Slovénie	2 015	1 035	45,7	67,8	62,6	33,5	4,8	2,2
Suède	9 147	4 837	47,5	74,2	71,8	70,0	6,1	0,8
<b>Union européenne à 15</b>	<b>384 932</b>	<b>187 876</b>	<b>44,8</b>	<b>66,9</b>	<b>59,7</b>	<b>46,6</b>	<b>7,0</b>	<b>2,8</b>
<b>Union européenne à 27</b>	<b>487 230</b>	<b>235 386</b>	<b>44,9</b>	<b>65,4</b>	<b>58,3</b>	<b>44,7</b>	<b>7,1</b>	<b>3,0</b>

Source : Eurostat.

## 4.2 Allemagne

En Allemagne, comme en France, les quinze dernières années ont été marquées par des évolutions cycliques de forte ampleur en matière de croissance de l'activité économique et donc d'emploi : les deux économies évoluent de façon très parallèle puisque, après le choc récessif de 1993 et la reprise avortée de 1994-1995, elles connaissent de 1997 à 2000 un regain d'activité, certes moins sensible chez nos voisins d'outre-Rhin, puis une rechute au début des années 2000 et enfin, en 2006, un redémarrage qui est plus net en Allemagne qu'en France. De 1992 à 2006, les croissances annuelles moyennes du PIB des deux pays sont donc assez proches, quoiqu'un peu plus faible en Allemagne (+ 1,4 %) qu'en France (+ 1,9 %), conduisant à des taux de créations nettes d'emplois de respectivement + 0,1 % et + 0,7 % par an.

Bien que la population en âge de travailler stagne depuis 1992, la population active et l'emploi progressent légèrement, essentiellement en fin de période : de 2003 à 2006 le nombre d'actifs allemands s'accroît de 1,8 million, dont 1,5 million d'actifs occupés. Dans ces conditions, les taux d'activité et taux d'emploi globaux (15-64 ans) n'évoluent guère sur l'ensemble de la période étudiée : autour de 71 % pour le premier et de 65 % pour le second, ce qui recouvre une légère progression des taux féminins compensée par une petite diminution des taux masculins. Pour ce qui est du taux d'emploi féminin, l'objectif de Lisbonne de 60 % sera en tout état de cause atteint en 2010 ; pour les taux de l'ensemble des 15-64 ans (67,5 % en 2006) et de l'ensemble des 55-64 ans (48,4 % en 2006), ils ont de fortes chances de l'être (objectifs fixés respectivement à 70 % et 50 %). S'agissant des jeunes de 15 à 24 ans, le taux d'emploi a tendance à diminuer, mais il reste relativement élevé en Europe de l'Ouest.

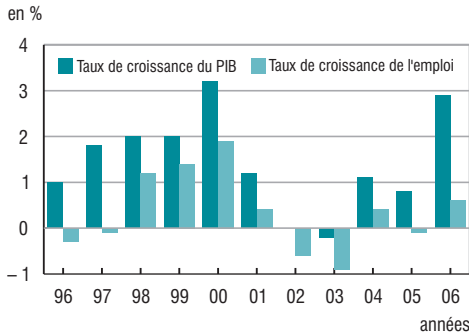
Depuis le début des années 1990, le taux de chômage a suivi en Allemagne les fluctuations de la conjoncture : croissant jusqu'en 1997 où il dépasse les 9 %, il recule durant les trois années qui suivent (7,5 % en 2000), pour remonter jusqu'à atteindre 10,7 % en 2005. S'ensuit une nouvelle amélioration qui le fait redescendre à 8,4 % en 2007, pour les femmes comme pour les hommes. Ces variations sont donc de même sens mais de moindre ampleur que les fluctuations du chômage français.

Les caractéristiques de l'emploi allemand sont les suivantes : une répartition sectorielle plus favorable à l'industrie (trois emplois sur dix) que dans les pays voisins ; un taux de salariat proche de celui observé en France (environ 9 actifs occupés sur 10, parmi lesquels près de 15 % travaillent sur des contrats à durée limitée) ; un travail à temps partiel en plein essor et aussi répandu aujourd'hui qu'au Royaume-Uni, d'où un écart élevé entre taux d'emploi apparent et taux d'emploi en équivalents-temps plein (près de 10 points en 2006). Parmi les personnes travaillant à temps partiel, plus d'une sur cinq déclarent le faire de façon involontaire.

Les salaires allemands sont parmi les plus élevés en Europe : 41 700 euros par an en moyenne dans l'industrie et les services en 2005, soit légèrement moins qu'au Royaume-Uni et au Luxembourg, le Danemark se situant à 47 500 euros et la moyenne européenne à 29 000 euros. L'écart de salaire horaire entre hommes et femmes est en outre très important : 22 %.

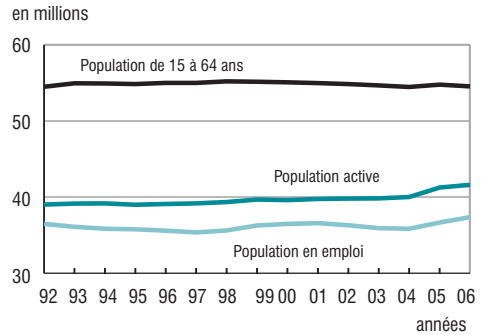
Les durées hebdomadaires de travail pratiquées par les salariés allemands sont en moyenne faibles du fait de l'importance du travail à temps partiel : 34,6 heures contre 36,8 heures dans l'Union Européenne à 27. Mais pour les seuls temps complets, l'écart avec la moyenne européenne devient minime : 40,4 heures contre 40,5 heures. ■

## 1. Variations annuelles du PIB et de l'emploi total



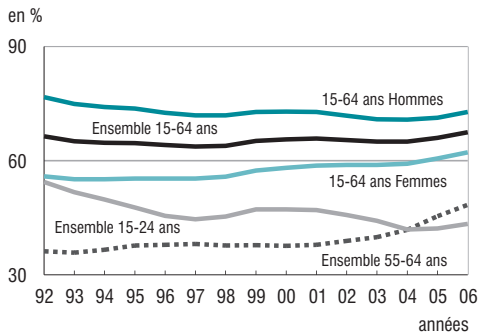
Source : Eurostat.

## 2. Population en âge de travailler, population active et emploi total



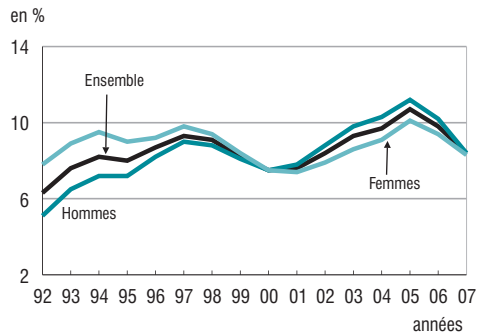
Source : Eurostat.

## 3. Taux d'emploi



Source : Eurostat.

## 4. Taux de chômage



Source : Eurostat.

## 5. Activité, emploi, chômage

	2000			2006		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Taux d'activité 15-64 ans	71,1	78,9	63,3	75,3	81,3	69,3
Taux d'emploi 15-64 ans	65,6	72,9	58,1	67,5	72,8	62,2
Taux d'emploi en équivalents-temps plein 15-64 ans	58,6	71,1	46,1	57,8	69,4	46,5
Taux de chômage	7,5	7,5	7,5	9,8	10,2	9,4
Part de l'emploi tertiaire dans l'emploi total	68,7	57,3	82,7	72,3	61,5	84,9
Part de l'emploi salarié dans l'emploi total	90,0	87,9	92,7	88,8	86,5	91,5
Part des contrats temporaires dans l'emploi salarié	12,7	12,5	13,1	14,5	14,7	14,1

Source : Eurostat.

## 6. Salaires, durée du travail

	2000			2006		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Salaire brut annuel moyen dans l'industrie et les services (euros courants)	37 319	39 458	30 592	42 382	44 652	35 052
Écart de salaire Hommes/Femmes* (%)	21	///	///	22	///	///
Durée hebdomadaire habituelle de travail des salariés (heures)	35,7	39,4	31,3	34,5	38,6	29,8
Durée hebdomadaire habituelle de travail des salariés à temps plein (heures)	40,1	40,5	39,3	40,3	40,7	39,5
Part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total (%)	19,4	5,0	37,9	25,8	9,3	45,6
Part des temps partiels qui n'ont pas trouvé un temps plein (%)	12,5	18,4	11,6	22,3	34,1	19,7

\* Écart entre salaire masculin et salaire féminin, rapporté au salaire masculin, soit (H - F) / H.

Source : Eurostat.

## 4.3 Espagne

Historiquement, le marché du travail espagnol se caractérisait par une participation très réduite des femmes à l'activité professionnelle qui allait de pair avec un chômage très répandu, sans doute supporté grâce à l'importance de l'économie souterraine et des solidarités familiales. Mais, depuis une trentaine d'années, le pays connaît des transformations considérables, en particulier en ce qui concerne son marché du travail : croissance des taux d'activité féminins, toutefois sans développement parallèle du travail à temps partiel, multiplication des créations d'emplois liées à des entrées massives de travailleurs étrangers, surtout depuis le milieu des années 1990, avec pour conséquence une nette décline du chômage. En 2007, l'Espagne a « rattrapé » en grande partie ses voisins européens, même s'il subsiste des écarts importants entre régions et même si le pays souffre encore d'un important déficit en matière d'éducation, notamment des plus jeunes.

Sur la période 1995-2006, l'Espagne connaît un taux de croissance remarquable de son PIB : voisin de + 5 % en 1995 puis de 1998 à 2000, et jamais en dessous des + 2 % l'an. Le rythme des créations d'emplois (+ 3,5 % par an) en découle directement. Toutefois, les gains de productivité apparente du travail sont très faibles : + 0,3 % par an en moyenne.

La population en âge de travailler et la population active ont crû régulièrement en Espagne depuis le début des années 1990, respectivement de + 1,1 % (+ 310 000 personnes) et de + 2,6 % (+ 46 000 actifs) en moyenne annuelle. Une certaine inflexion se produit à la fin des années 1990 au moment où les vagues migratoires viennent relayer l'apport démographique intérieur qui ralentit. Les taux d'activité des 15-64 ans augmentent considérablement sur la période 1992-2006, gagnant en moyenne près de 13 points : + 4,4 points pour les hommes et + 20,3 points pour les femmes.

Cette progression du nombre d'actifs et surtout d'actives va de pair avec une réduction du taux de chômage : après avoir frôlé les

20 % en 1994, il redescend à 8,3 % en 2007. L'amélioration tient aux 7,5 millions d'emplois créés entre 1994 et 2006, bénéficiant à toutes les catégories de sexe et d'âge. L'Espagne pourrait atteindre d'ici 2010 les objectifs de taux d'emploi de Lisbonne : 70 % pour les 15-64 ans (64,8 % en 2006), 60 % pour les femmes de 15-64 ans (53,2 % en 2006), et même 50 % pour l'ensemble des 55-64 ans (44,1 % en 2006). L'écart entre taux d'emploi et taux d'emploi en équivalents-temps plein est faible (4 points) du fait du développement encore limité du travail à temps partiel, qui progresse néanmoins. Parmi les seuls salariés à temps partiel, la part de ceux qui le sont de façon non volontaire apparaît relativement élevée : de l'ordre de un sur trois.

La structure sectorielle de l'emploi espagnol apparaît encore assez ancienne avec une part de l'emploi agricole supérieure à 5 % et une proportion d'emplois tertiaires moindre que la moyenne européenne, notamment dans les services d'éducation, de santé et d'action sociale. Le taux de salariat y est relativement faible, bien qu'en progression régulière. Mais la spécificité espagnole en matière d'emploi réside dans la proportion très élevée de contrats à durée limitée pour les salariés (en progression jusqu'au début des années 1990 pour rester stable depuis 1992 à un salarié sur trois) et ceci malgré des changements parfois importants de la réglementation visant à limiter leur recours.

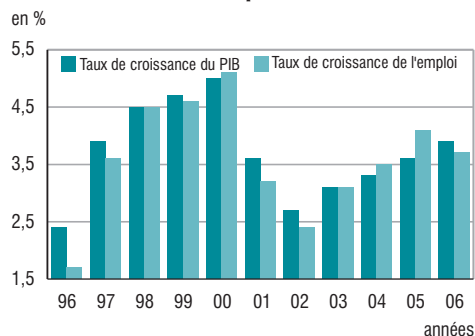
Au sein de l'Union européenne, particulièrement de l'Europe de l'ouest, les salaires espagnols apparaissent bas : 20 400 euros en moyenne en 2005 dans l'industrie et les services contre 29 000 euros dans l'UE.

Le nombre d'heures travaillées reste plus élevé en Espagne qu'en moyenne dans l'UE : 38,4 heures contre 36,8 heures pour l'ensemble des salariés et 41,1 heures contre 40,5 heures pour ceux qui travaillent à temps plein. Cette caractéristique rapproche l'Espagne d'autres pays d'Europe du sud (Portugal, Grèce) et des pays d'Europe centrale ou orientale ayant récemment rejoint l'UE. ■

### Pour en savoir plus

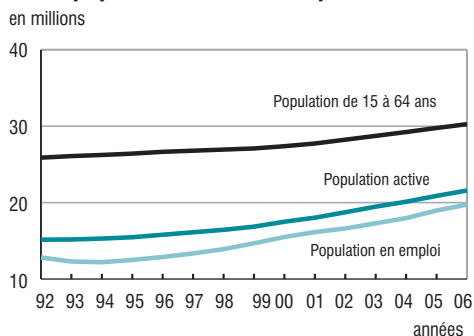
- Toharia L., « Activité, emploi et chômage en Espagne : une perspective évolutive et comparée », dans « L'emploi en Espagne (1995-2005) », *Travail et Emploi*, à paraître, Dares, 2008.

## 1. Variations annuelles du PIB et de l'emploi total



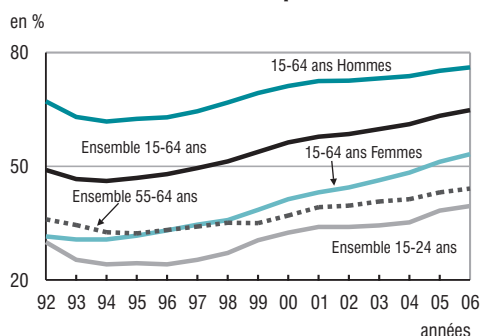
Source : Eurostat.

## 2. Population en âge de travailler, population active et emploi total



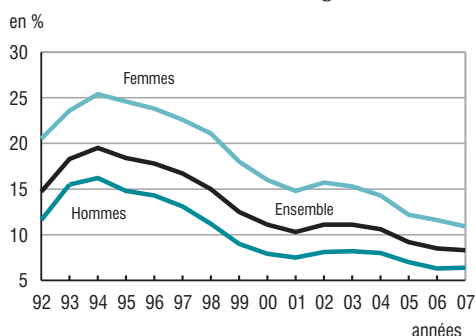
Source : Eurostat.

## 3. Taux d'emploi



Source : Eurostat.

## 4. Taux de chômage



Source : Eurostat.

## 5. Activité, emploi, chômage

	2000			2006		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Taux d'activité 15-64 ans	<b>65,4</b>	78,8	52,0	<b>70,8</b>	81,3	60,2
Taux d'emploi 15-64 ans	<b>56,3</b>	71,2	41,3	<b>64,8</b>	76,1	53,2
Taux d'emploi en équivalents-temps plein 15-64 ans	<b>53,9</b>	70,4	37,5	<b>60,8</b>	74,6	46,8
Taux de chômage	<b>11,1</b>	7,9	16,0	<b>8,5</b>	6,3	11,6
Part de l'emploi tertiaire dans l'emploi total	<b>63,8</b>	52,8	82,0	<b>66,3</b>	52,9	85,6
Part de l'emploi salarié dans l'emploi total	<b>84,2</b>	82,6	86,9	<b>85,8</b>	83,6	89,0
Part des contrats temporaires dans l'emploi salarié	<b>32,2</b>	30,9	34,2	<b>34,0</b>	32,0	36,7

Source : Eurostat.

## 6. Salaires, durée du travail

	2000			2006		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Salaire brut annuel moyen dans l'industrie et les services (euros courants)	<b>17 432</b>	18 601	14 253	<b>21 150</b>	...	...
Écart de salaire Hommes/Femmes* (%)	<b>15</b>	///	///	<b>13</b>	///	///
Durée hebdomadaire habituelle de travail des salariés (heures)	<b>38,8</b>	40,6	35,9	<b>38,3</b>	40,8	34,9
Durée hebdomadaire habituelle de travail des salariés à temps plein (heures)	<b>40,6</b>	41,2	39,7	<b>40,9</b>	41,7	39,7
Part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total (%)	<b>7,9</b>	2,8	16,8	<b>12,0</b>	4,3	23,2
Part des temps partiels qui n'ont pas trouvé un temps plein (%)	<b>23,2</b>	23,0	23,2	<b>32,8</b>	32,0	33,0

\* Écart entre salaire masculin et salaire féminin, rapporté au salaire masculin, soit (H - F) / H.

Source : Eurostat.

## 4.4 Italie

L'Italie offre l'exemple d'un pays où le chômage a significativement reculé au cours des dix dernières années, sans que ses performances en matière de croissance ou d'emploi soient particulièrement spectaculaires. Plus précisément depuis 1992, les variations annuelles du PIB italien n'ont dépassé le seuil de 2 % qu'en 1994-1995 (rattrapage du résultat négatif de 1993) et en 2000. Sur la période 1998-2006 au cours de laquelle le taux de chômage est passé de 11,3 % à 6,8 %, le rythme moyen de croissance de l'activité économique n'a été que de 1,2 % par an. De même, et en lien avec ces évolutions, l'emploi total a reculé de 1992 à 1995, aggravant le chômage, avant de reprendre ensuite, au rythme moyen de + 1,1 % l'an, ce qui signifie que les gains de productivité apparente du travail auraient été pratiquement nuls en Italie au cours des dix dernières années. Dans un contexte de stagnation de la population en âge de travailler et de progression ralentie de la population active, ces créations d'emplois ont donc permis de faire baisser substantiellement le chômage en Italie et aussi bien pour les femmes que pour les hommes : l'écart entre les taux de chômage féminin et masculin est passé de 6,6 points à 3,4 points entre 1998 et 2006.

Comme les taux d'activité, les taux d'emploi italiens sont faibles et donc très éloignés des objectifs de Lisbonne : le taux d'emploi de l'ensemble des 15-64 ans a certes progressé au cours des dix dernières années mais il n'est que de 58,4 % en 2006, à comparer avec les 70 % visés pour 2010. Qu'il s'agisse des femmes ou des seniors, le constat est le même : les taux d'emploi, bien qu'en augmentation,

notamment le taux féminin, apparaissent encore très loin des cibles (46,3 % contre 60 % pour les femmes et 32,5 % contre 50 % pour les seniors).

Près d'un Italien en emploi sur trois travaille dans l'industrie, et plus d'un sur quatre n'est pas salarié. Parmi les salariés, 13 % travaillent en 2006 avec un contrat à durée déterminée, soit un peu moins qu'en Allemagne et en France et beaucoup moins qu'en Espagne.

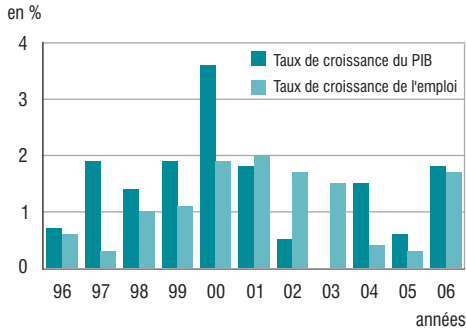
Le travail à temps partiel se développe depuis quelques années dans les pays d'Europe du Sud, et notamment en Italie où il concerne, comme ailleurs, beaucoup plus les femmes (26,5 % en 2006) que les hommes (4,7 %). Ceci n'affecte toutefois pas trop les taux d'emploi lorsque l'on passe de la définition usuelle (58,4 %) à celle mesurant les emplois en équivalents-temps plein (55,4 %). Il faut, par contre, noter que la part des personnes qui sont involontairement à temps partiel, est élevée : 37 %, c'est-à-dire plus qu'en France ou en Espagne (33 %).

Les salaires sont nettement plus élevés en Italie qu'en Espagne mais ils apparaissent néanmoins inférieurs à ceux perçus en Europe de l'Ouest. Comme dans les autres pays du sud de l'Europe, les écarts de salaire horaire entre les femmes et les hommes sont réduits : 9 % en 2006.

Enfin, les semaines de travail sont en Italie relativement courtes pour les salariés qui travaillent à temps plein mais, compte tenu d'une pratique moins fréquente qu'ailleurs du travail à temps partiel, les durées moyennes pour l'ensemble des salariés sont un peu plus élevées que dans l'Union européenne : 37 heures contre 36,8 heures. ■

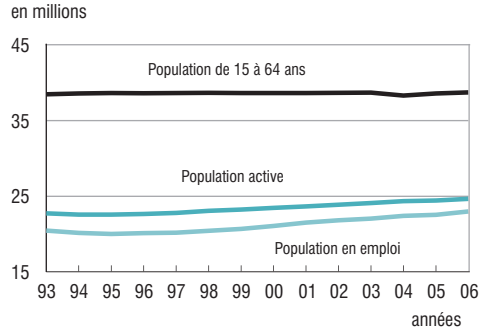


### 1. Variations annuelles du PIB et de l'emploi total



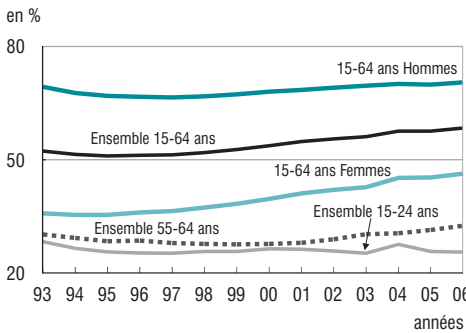
Source : Eurostat.

### 2. Population en âge de travailler, population active et emploi total



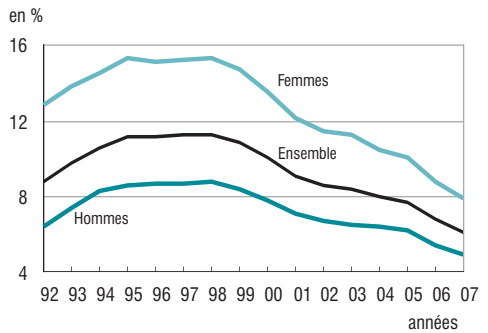
Source : Eurostat.

### 3. Taux d'emploi



Source : Eurostat.

### 4. Taux de chômage



Source : Eurostat.

### 5. Activité, emploi, chômage

	2000			2006		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Taux d'activité 15-64 ans	60,1	74,1	46,3	62,7	74,6	50,8
Taux d'emploi 15-64 ans	53,7	68,0	39,6	58,4	70,5	46,3
Taux d'emploi en équivalents-temps plein 15-64 ans	51,7	67,0	36,7	55,4	69,9	41,4
Taux de chômage	10,1	7,8	13,6	6,8	5,4	8,8
Part de l'emploi tertiaire dans l'emploi total	65,8	59,0	77,0	67,3	58,1	81,1
Part de l'emploi salarié dans l'emploi total	73,6	70,3	79,4	75,6	72,0	81,1
Part des contrats temporaires dans l'emploi salarié	10,1	8,7	12,2	13,1	11,2	15,8

Source : Eurostat.

### 6. Salaires, durée du travail

	2000			2006		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Salaire brut annuel moyen dans l'industrie et les services (euros courants)	...	...	...	...	...	...
Écart de salaire Hommes/Femmes* (%)	6	///	///	9	///	///
Durée hebdomadaire habituelle de travail des salariés (heures)	37,2	39,3	34,1	37,0	39,8	33,1
Durée hebdomadaire habituelle de travail des salariés à temps plein (heures)	38,6	39,8	36,5	39,3	40,6	37,1
Part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total (%)	8,4	3,7	16,5	13,3	4,7	26,5
Part des temps partiels qui n'ont pas trouvé un temps plein (%)	37,0	49,4	32,4	36,9	47,4	34,0

\* Écart entre salaire masculin et salaire féminin, rapporté au salaire masculin, soit (H - F) / H.

Source : Eurostat

## 4.5 Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, le marché du travail, qui se distingue par une réglementation du travail très souple, a connu une nette amélioration au cours des années 1990, situation qui s'est prolongée depuis lors malgré le ralentissement de l'activité économique du début des années 2000. De fait, la croissance du Royaume-Uni s'est maintenue depuis 1993 à un rythme compris entre 2 et 4 %, ce qui a permis de créer suffisamment d'emplois pour absorber des ressources en main-d'œuvre en progression lente, tout en assurant des gains de productivité de près de + 2 % par an. Par rapport à ses partenaires européens, l'économie britannique semble avoir ainsi mieux amorti les à-coups conjoncturels, tout en maintenant sa compétitivité. La stabilisation du taux de chômage (à un niveau de l'ordre de 5 %) est bien sûr liée aux créations d'emplois directement induites par la croissance du PIB, mais elle tient également à une politique de dépenses publiques en matière d'éducation, de transport ou de santé qui est à l'origine des deux tiers des emplois créés entre 1998 et 2005.

Le taux d'activité des 15-64 ans, déjà très élevé, n'évolue guère depuis le début des années 1990 et se situe en 2006 à 75,5 % : en 15 ans, il a diminué de 3 points pour les hommes et augmenté d'autant pour les femmes. Comme le chômage recule sur la période, le taux d'emploi global progresse légèrement, mais essentiellement au cours des années 1990. Le taux d'emploi des femmes de 15 à 64 ans, et surtout celui des hommes et femmes de 55 à 64 ans, croissent de façon plus significative, atteignant dès les années 1990 les objectifs respectifs de 60 % et 50 % fixés à Lisbonne pour 2010 (voir fiche 4.1). À l'inverse, le taux d'emploi des plus jeunes, certes très élevé, diminue depuis le début des années 2000.

Le Royaume-Uni est le seul grand pays européen où le chômage féminin est moins répandu que le chômage masculin. Toutefois, la baisse du taux de chômage observée entre 1993 (10,2 %) et 2004 (4,7 %) s'est accompagnée d'un net resserrement de l'écart entre hommes et femmes, passé de plus de 4 points à moins de 1 point. En outre, un certain nombre de personnes, qui pourraient être comptabilisées comme chômeurs, sont en fait

rangées dans une catégorie dite d'handicapés ou d'invalides car on considère qu'elles ne sont plus « employables ».

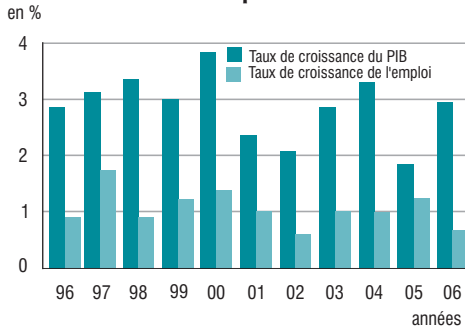
Au Royaume-Uni, où le travail à temps partiel est très pratiqué, notamment parmi les femmes, et où les durées travaillées par ces personnes sont souvent courtes (moins de 15 heures par semaine), l'écart est grand entre taux d'emploi et taux d'emploi en équivalents-temps plein : près de 10 points en moyenne, et 14 points pour les taux féminins (en Europe, seuls les Pays-Bas enregistrent de plus gros écarts : respectivement 17 et 25 points). On peut toutefois noter que la proportion, parmi les personnes travaillant à temps partiel, de celles qui le font de façon non volontaire, est très faible : 9 % au Royaume-Uni (et 6 % aux Pays-Bas).

Les durées de travail des salariés peuvent être très longues au Royaume-Uni où le fait de travailler régulièrement plus de 48 heures par semaine est relativement fréquent. Les horaires moyens des salariés à temps complet sont donc élevés : 42,4 heures en 2006. À l'inverse, parmi l'ensemble des salariés, le poids des personnes travaillant à temps partiel explique que les durées hebdomadaires moyennes de travail soient inférieures au Royaume-Uni (36,4 heures) à celles pratiquées dans l'ensemble des États membres (36,8 heures).

Depuis plus d'un siècle, la proportion d'actifs britanniques travaillant dans l'agriculture est négligeable : elle est aujourd'hui de 1 % contre 80 % pour le tertiaire. De façon liée, près de 9 personnes sur 10 employées au Royaume-Uni ont le statut de salariés, dont seulement 6 % sous contrat temporaire. Ceci s'explique sans doute par le fait que les salariés sous contrat à durée indéterminée n'y sont pas mieux protégés en cas de rupture de contrat que ceux travaillant sous CDD.

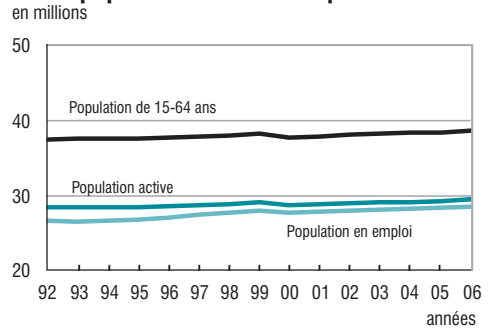
Au Royaume-Uni, les salaires bruts dans l'industrie et les services sont parmi les plus élevés en Europe : près de 43 000 euros annuels en moyenne en 2005 contre 29 000 au sein de l'Union. Seules les entreprises danoises rémunèrent mieux leurs salariés (47 500 euros). Par contre, les écarts de salaires entre hommes et femmes sont plus grands au Royaume-Uni : 20 % contre 15 % dans l'Union. ■

### 1. Variations annuelles du PIB et de l'emploi total



Source : Eurostat.

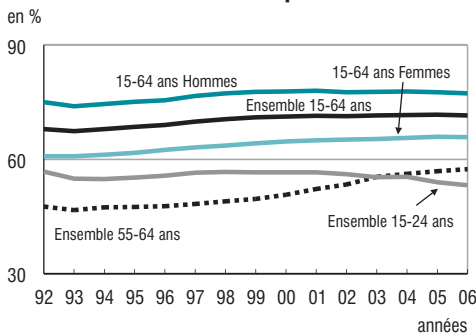
### 2. Population en âge de travailler, population active et emploi total



Note : rupture de série entre 1999 et 2000.

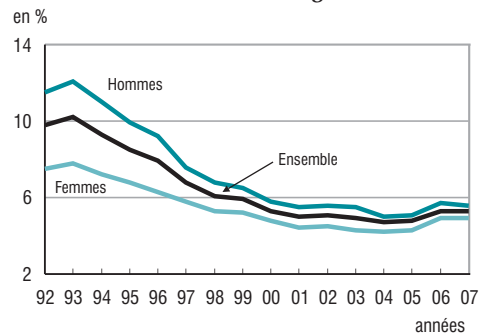
Source : Eurostat.

### 3. Taux d'emploi



Source : Eurostat.

### 4. Taux de chômage



Source : Eurostat.

### 5. Activité, emploi, chômage

	2000			2006		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Taux d'activité 15-64 ans	75,4	82,8	68,2	75,5	82,1	69,2
Taux d'emploi 15-64 ans	71,2	77,8	64,7	71,5	77,3	65,8
Taux d'emploi en équivalents-temps plein 15-64 ans	61,3	74,2	49,7	61,9	73,0	51,7
Taux de chômage	5,4	5,9	4,8	5,4	5,7	4,9
Part de l'emploi tertiaire dans l'emploi total	77,0	66,4	89,2	80,7	71,0	91,7
Part de l'emploi salarié dans l'emploi total	87,9	84,1	92,3	86,8	82,4	91,9
Part des contrats temporaires dans l'emploi salarié	6,9	6,1	7,9	5,8	5,1	6,4

Source : Eurostat.

### 6. Salaires, durée du travail

	2000			2006		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Salaire brut annuel moyen dans l'industrie et les services (euros courants)	37 676	41 273	28 183	44 496	48 346	34 820
Écart de salaire Hommes/Femmes* (%)	21	///	///	21	///	///
Durée hebdomadaire habituelle de travail des salariés (heures)	37,1	42,8	31,0	36,4	41,4	31,4
Durée hebdomadaire habituelle de travail des salariés à temps plein (heures)	43,5	45,1	40,6	42,4	43,9	40,1
Part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total (%)	25,2	8,9	44,3	25,5	10,6	42,6
Part des temps partiels qui n'ont pas trouvé un temps plein (%)	9,6	19,6	7,3	9,0	16,2	6,9

\* Écart entre salaire masculin et salaire féminin, rapporté au salaire masculin, soit (H - F) / H.

Source : Eurostat.

## 4.6 France

**Au** cours des quinze dernières années, la France a connu un rythme de croissance un peu inférieur à + 2 % l'an en moyenne mais avec des variations assez amples : dépression en 1993 (-0,9 %), reprise avortée de 1994-1996, forte croissance de 1997 à 2001 avec un pic à + 3,9 % en 2000, rechute en 2002-2003 suivie à nouveau d'une reprise qui peine à se confirmer (+ 1,9 % en 2007).

Les créations d'emplois restent très dépendantes du taux de croissance de l'économie : négatives en 1992 et 1993, elles ont culminé entre 1997 et 2001 (2 millions d'emplois créés en 4 ans), avant de retrouver un rythme très modéré entre 2002 et 2006. L'année 2007 marquerait toutefois une reprise avec plus de 350 000 créations nettes d'emplois.

Dans un contexte de progression toujours dynamique des ressources en main-d'œuvre, le rythme des créations d'emplois n'a pas été suffisant pour faire baisser significativement le chômage, sauf entre 1997 et 2001 (- 3,2 points) et en toute fin de période, avec un écart entre femmes et hommes qui s'est fortement réduit.

Également liés à ce volume insuffisant des créations d'emplois, les taux d'emploi restent en France assez éloignés des objectifs affichés en 2000 pour 2010 à Lisbonne, en particulier en ce qui concerne les seniors : le taux d'emploi des hommes ou femmes de 55 à 64 ans (38 % en 2006) n'a progressé depuis 2000 que du fait du rajeunissement relatif de la tranche d'âge lié aux entrées massives de baby-boomers. Comme le taux d'emploi des jeunes de moins de 25 ans demeure lui aussi à un niveau faible, de l'ordre de 30 %, le taux d'emploi global plafonne depuis plusieurs années à 64 %, soit loin de l'objectif de 70 % fixé à Lisbonne. Seul le taux d'emploi féminin se rapproche peu à peu des 60 %, qu'il devrait atteindre d'ici 2010.

Taux d'emploi et taux de chômage évoluant faiblement, le taux d'activité des 15-64 ans se

maintient lui aussi aux alentours de 70 %, c'est-à-dire nettement en dessous des taux allemand ou britannique (plus de 75 % en 2006), mais bien au-dessus du taux italien (63 %), et alors que l'activité professionnelle s'est considérablement développée en Espagne depuis le milieu des années 1990.

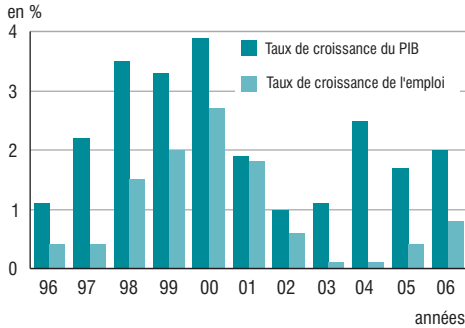
L'écart entre taux d'emploi et taux d'emploi en équivalents-temps plein peut être considéré comme un indicateur du développement du travail à temps partiel dans les différents pays : en France, il se situe à 5,4 points en 2006, soit à un niveau un peu inférieur à la moyenne européenne, comme l'est le taux d'emploi à temps partiel. Par contre, le taux de sous-emploi apparaît relativement élevé.

Autres caractéristiques de l'emploi en France : la part des services y est très développée (76 %), de même que la part des emplois salariés (plus de 90 %), dont 14 % sont sous contrat à durée limitée.

Au sein de l'Union européenne, où l'éventail des salaires est très ouvert, la France se situe légèrement au-dessus de la moyenne avec un salaire annuel brut de 30 500 euros en moyenne en 2005 dans l'industrie et les services. Depuis plusieurs années, l'écart de salaire horaire entre hommes et femmes reste stable à 11 % ou 12 %, ce qui situe la France un peu plus favorablement que la moyenne de ses partenaires européens.

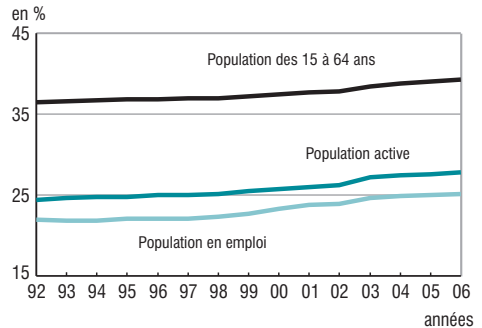
Enfin, si la durée hebdomadaire habituelle du travail des seuls salariés à temps complet est, dans notre pays, moindre que la moyenne communautaire (39,1 heures contre 40,5 heures), celle de l'ensemble des salariés est proche de la moyenne de nos partenaires européens (36,4 heures contre 36,8 heures). L'explication vient de ce que le travail à temps partiel y est, comme on l'a dit, un peu moins répandu et, surtout, de ce que les durées hebdomadaires moyennes de travail des salariés à temps partiel sont plus élevées chez nous que chez nos voisins. ■

### 1. Variations annuelles du PIB et de l'emploi total



Source : Eurostat.

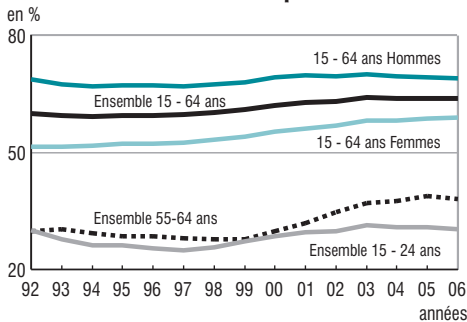
### 2. Population en âge de travailler, population active et emploi total



Note : rupture de série entre 2002 et 2003.

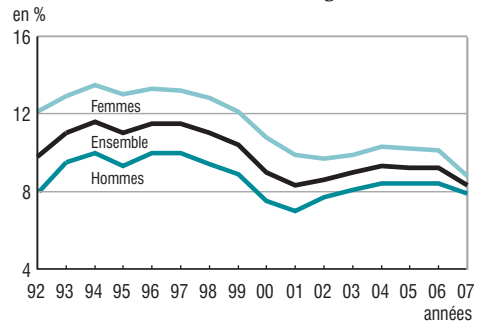
Source : Eurostat.

### 3. Taux d'emploi



Source : Eurostat.

### 4. Taux de chômage



Source : Eurostat.

### 5. Activité, emploi, chômage

	2000			2006		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Taux d'activité 15-64 ans	<b>68,7</b>	75,2	62,4	<b>70,0</b>	75,1	65,0
Taux d'emploi 15-64 ans	<b>62,1</b>	69,2	55,2	<b>63,8</b>	69,0	58,8
Taux d'emploi en équivalents-temps plein 15-64 ans	<b>58,7</b>	69,1	48,7	<b>58,4</b>	66,7	50,7
Taux de chômage	<b>9,0</b>	7,5	10,8	<b>9,2</b>	8,4	10,1
Part de l'emploi tertiaire dans l'emploi total	<b>74,1</b>	64,0	86,1	<b>76,1</b>	65,3	88,4
Part de l'emploi salarié dans l'emploi total	<b>90,8</b>	88,8	93,3	<b>91,0</b>	88,6	93,9
Part des contrats temporaires dans l'emploi salarié	<b>15,2</b>	14,2	16,4	<b>14,1</b>	13,4	14,8

Source : Eurostat.

### 6. Salaires, durée du travail

	2000			2006		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Salaire brut annuel moyen dans l'industrie et les services <sup>1</sup> (euros courants)	<b>26 712</b>	28 294	23 019	<b>30 521</b>	32 316	26 586
Écart de salaire Hommes/Femmes <sup>2</sup> (%)	<b>13</b>	///	///	<b>11</b>	///	///
Durée hebdomadaire habituelle de travail des salariés (heures)	<b>36,1</b>	38,6	33,3	<b>36,4</b>	39,0	33,6
Durée hebdomadaire habituelle de travail des salariés à temps plein (heures)	<b>38,9</b>	39,5	38,0	<b>39,1</b>	39,9	38,0
Part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total (%)	<b>16,7</b>	5,3	30,8	<b>17,2</b>	5,8	30,2
Part des temps partiels qui n'ont pas trouvé un temps plein (%)	<b>26,7</b>	42,0	23,4	<b>33,5</b>	44,6	31,5

1. Données de 2005 et non 2006 pour les salaires.

2. Écart entre salaire masculin et salaire féminin, rapporté au salaire masculin, soit (H - F) / H.

Source : Eurostat.

## 4.7 Régions

Dans un contexte où, de 2001 à 2006, l'emploi n'a progressé qu'au rythme annuel moyen de + 0,4 %, avec toutefois une reprise en fin de période, les performances des différentes régions sont contrastées, avec d'un côté les Dom et les régions du sud-est métropolitain qui affichent des taux de créations nettes d'emplois dépassant + 1 % l'an, voire + 2 % pour la Réunion et la Corse ; et de l'autre côté les régions du nord-est (Champagne-Ardenne, Lorraine, Franche-Comté et Picardie) qui ont supprimé plus d'emplois qu'elles n'en ont créés.

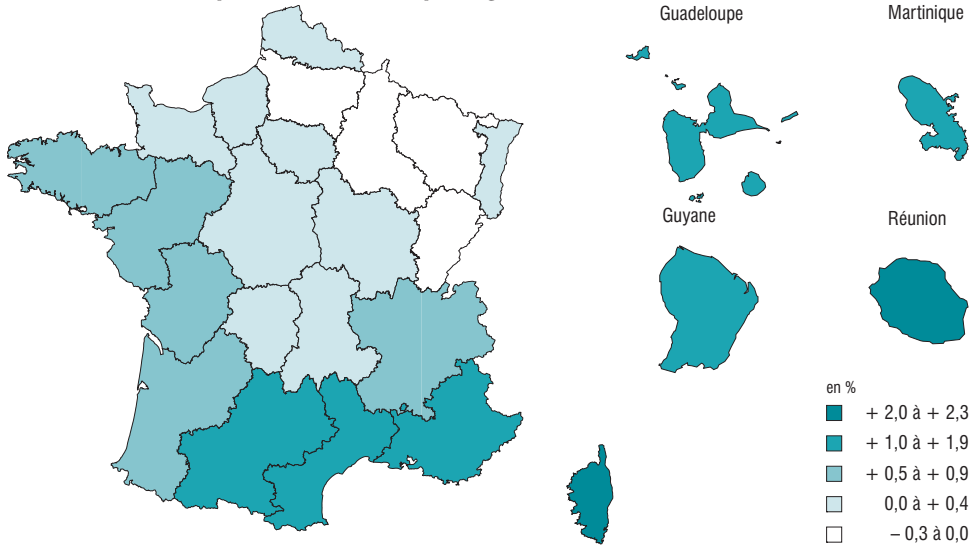
Ce contraste entre sud-est et Dom en position favorable et nord-est en position défavorable ne se retrouve pas forcément s'agissant des taux d'emploi régionaux très liés aux taux d'activité : l'Île-de-France, les pays de la Loire, l'Alsace, Rhône-Alpes et le Centre ont les taux d'emploi globaux les plus élevés, proches de 66 %. À l'autre bout de l'échelle, affichent les taux les plus faibles les Dom (42 à 51 %), suivis des régions du sud-est ainsi que de la région Nord-Pas-de-Calais (57 % à 59 %).

En 2000, le sommet européen de Lisbonne a fixé pour objectif à l'horizon 2010 des taux d'emploi de 70 % pour l'ensemble des 15-64 ans, de 60 % pour les femmes du même âge et de 50 % pour l'ensemble des 55-64 ans. En 2005, aucune des régions françaises n'est proche de la cible globale, la moyenne de ces régions se situant à sept points en dessous (63 %). Par contre, sept régions ont d'ores et déjà dépassé l'objectif fixé pour le taux d'emploi féminin, et la moyenne nationale à 58 % en est proche. Les

dispersions régionales de taux d'emploi des femmes et de taux d'emploi des jeunes de 15 à 24 ans paraissent d'ailleurs liées alors que les liens entre activité féminine et développement du travail à temps partiel apparaissent beaucoup plus lâches. En ce qui concerne le taux d'emploi des seniors (55-64 ans), les positions sont plus spécifiques : toutes les régions, dont la moyenne générale se situe à 37 %, sont très éloignées de l'objectif de 50 %. L'Île-de-France se détache cependant nettement (47 %), du fait du poids des cadres et des indépendants au sein de sa population. Viennent ensuite les trois départements ultramarins des Antilles-Guyane, ainsi que Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées, alors que les régions au fort taux de chômage et donc, sans doute, à forte proportion de préretraités (Nord - Pas-de-Calais, Languedoc-Roussillon, Lorraine), ainsi que la Réunion, ferment la marche.

En dehors des Dom, où le chômage est sans commune mesure avec celui de la métropole, les régions où les taux de chômage sont les plus hauts sont aussi celles qui sont les moins actives professionnellement : Languedoc-Roussillon, Nord - Pas-de-Calais, Provence - Alpes - Côte d'Azur. À l'opposé, les régions des Pays de la Loire et de Rhône-Alpes figurent comme les plus favorisées du point de vue de l'activité (haute) et du chômage (bas). L'ouest et le centre-est de la France métropolitaine apparaissent ainsi relativement épargnés, par comparaison avec le nord du pays marqué par un chômage plus industriel et masculin et le sud-est où il est plus tertiaire et féminin. ■

1. Évolution de l'emploi sur 2001-2006 par région



Source : Insee, estimations officielles d'emploi.

2. Indicateurs d'emploi en région

	Emploi total au 31/12/2006 (en milliers)	Taux d'emploi en 2005				Part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total en 2005	Taux de chômage en 2007
		Ensemble 15-64 ans	Femmes 15-64 ans	Ensemble 15-24 ans	Ensemble 55-64 ans		
Alsace	731	65,8	60,3	38,0	35,8	16,6	7,0
Aquitaine	1 214	63,2	58,3	32,3	36,4	17,2	7,8
Auvergne	527	64,0	58,9	34,0	35,7	17,5	7,1
Bourgogne	651	64,2	59,1	36,0	35,6	16,7	6,9
Bretagne	1 238	64,4	60,0	33,2	33,9	17,9	6,7
Centre	992	65,1	60,6	36,0	36,6	15,3	6,8
Champagne-Ardenne	527	62,5	56,5	33,7	35,7	16,5	8,4
Corse	107	57,1	48,7	29,2	34,9	12,5	8,3
Franche-Comté	451	64,7	59,2	36,0	36,1	17,8	7,5
Île-de-France	5 495	66,3	62,8	32,9	47,1	14,1	7,5
Languedoc-Roussillon	886	56,9	51,3	28,3	31,8	19,9	11,2
Limousin	287	64,1	60,5	33,4	35,5	15,4	6,4
Lorraine	839	52,0	56,0	34,0	33,7	17,3	8,2
Midi-Pyrénées	1 114	63,9	59,0	32,0	37,9	18,0	8,0
Nord - Pas-de-Calais	1 451	56,9	50,1	27,5	31,4	18,1	11,1
Basse-Normandie	572	63,7	58,8	35,2	34,3	17,4	7,4
Haute-Normandie	705	62,7	57,3	34,2	34,6	16,3	8,5
Pays de la Loire	1 426	66,2	61,3	37,9	34,3	18,8	6,6
Picardie	667	62,1	55,7	33,3	34,9	15,3	9,0
Poitou-Charentes	665	63,6	58,7	35,4	33,8	18,2	7,5
Provence - Alpes - Côte d'Azur	1 841	59,1	53,4	31,1	35,4	17,5	9,7
Rhône-Alpes	2 491	65,3	60,2	35,1	39,0	18,5	7,0
<b>Ensemble province</b>	<b>19 382</b>	<b>62,7</b>	<b>57,3</b>	<b>33,4</b>	<b>35,3</b>	<b>17,5</b>	<b>8,0</b>
<b>Ensemble métropole</b>	<b>24 877</b>	<b>63,4</b>	<b>58,4</b>	<b>33,3</b>	<b>37,3</b>	<b>16,8</b>	<b>7,9</b>
Guadeloupe	140	49,0	45,2	15,7	38,4	16,5	21,1
Guyane	53	42,9	35,5	16,5	44,5	11,7	20,6
Martinique	132	51,0	47,9	15,5	37,9	14,9	21,1
Réunion	221	42,2	35,7	18,4	26,1	17,5	24,2
<b>Total France</b>	<b>25 423</b>	<b>62,9</b>	<b>57,9</b>	<b>32,7</b>	<b>37,3</b>	<b>16,8</b>	<b>8,3</b>

Note : les concepts de taux d'emploi utilisés ici diffèrent des concepts d'Eurostat utilisés dans les fiches précédentes.

Source : Insee, enquêtes annuelles de recensement 2004 à 2007 ou estimations officielles pour l'emploi total et le taux de chômage.